## Questions orales

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, les cuisines du ministère de la Défense nationale ne serviront que des aliments propres à la consommation et tout à fait sains.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Cela sera affiché dans toutes les cuisines maintenant.

#### LES CERTIFICATS D'INSPECTION

M. Len Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Dans une réponse qu'il m'a donnée vendredi dernier, il a déclaré que le personnel des Forces armées mangeait fort bien. Peut-il rassurer les milliers de militaires dont il est censé veiller au bien-être en déposant tous les certificats d'inspection émis par le ministère des Pêches et des Océans au sujet du thon livré à l'heure actuelle, au moment où nous parlons?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je peux dire à mon honorable collègue que malgré d'énormes obstacles dont nous avions hérité, les Forces armées sont maintenant mieux nourries...

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Répondez à la question.

M. Nielsen: ... et mieux équipées, et en toute franchise, je crois qu'elles sont extrêmement heureuses du changement survenu.

# LES ARMES NUCLÉAIRES

LES EXPORTATIONS CANADIENNES D'URANIUM APPAUVRI— L'UTILISATION AUX ÉTATS-UNIS

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne l'utilisation d'uranium canadien pour la fabrication d'armes nucléaires américaines. J'ai une lettre de M. John Longenecker, le sous-secrétaire adjoint à l'enrichissement de l'uranium du Bureau de l'énergie nucléaire des États-Unis où l'on peut lire ceci:

L'uranium appauvri est entreposé dans les installations d'enrichissement. Les contrats prévoient que si le client ne le réclame pas, cet uranium devient la propriété du gouvernement des États-Unis. Nous en avons transformé une partie en . . . uranium métallique.

M. le Président: A l'ordre.

M. Waddell:

... à l'usage du département de l'Énergie des États-Unis ...

M. le Président: A l'ordre. Le député a-t-il une question à poser?

M. Waddell: Oui. Le département de la Défense des États-Unis convertit cet uranium. Devant une telle preuve, comment

le ministre explique-t-il la contradiction entre les propos des autorités américaines et ceux que ses fonctionnaires et luimême nous tiennent?

• (1440)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la teneur de la lettre citée par le député et les déclarations que j'ai faites à la Chambre ne diffèrent en rien. Nous respectons les termes du traité conclu entre le Canada et les États-Unis. Ce traité prévoit des dispositions administratives. Le département de l'Énergie, à Washington, a mis en place un mécanisme intergouvernemental qui nous assure que la quantité d'uranium appauvri équivalant à celle qui provient de source canadienne n'est pas utilisée à des fins militaires.

## ON DEMANDE AU MINISTRE D'EXAMINER LA QUESTION

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, comme dans la même lettre, le porte-parole du gouvernement des États-Unis dit que les résidus d'uranium canadien ne sont pas séparés du reste à l'usine d'enrichissement et que les fonctionnaires du ministre ont dit hier que ces résidus étaient traités à part, le ministre ne peut-il pas au moins examiner la question? Il se peut en effet, que le contrôle ne soit pas suffisant et que cet uranium soit détourné pour la fabrication de bombes.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ces insinuations se font de plus en plus précises. Il n'y a pas si longtemps, le chef du Nouveau parti démocratique a porté des accusations à la Chambre sans pouvoir même présenter la moindre preuve. Le député déclare maintenant qu'il pourrait y avoir des irrégularités sur le plan administratif.

Je peux de nouveau lui assurer que les dispositions administratives prévues dans le traité sont prises de façon à respecter les termes du traité. S'il veut me montrer cette lettre, je me ferai un plaisir de la lire. S'il veut bien me faire parvenir les preuves qu'il prétend posséder, j'en serai ravi. S'il a la moindre preuve, qu'il me la présente au lieu de faire des insinuations.

### L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES DÉLÉGUÉS

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au ministre de l'Environnement, porte sur le sujet important des pluies acides. En mars dernier, William Davis a été délégué par le Canada, en même temps que Drew Lewis des États-Unis, pour préparer un rapport sur cette question cruciale d'ici au 31 mars 1986.